

Ferñent

juin 2026

fernentbirane@gmail.com - Blog : <http://fernent.blog4ever.com/articles> - facebook : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100019974576768> - <https://www.facebook.com/fernentbirane/> - twitter : <https://twitter.com/FBirane>

DÉMETTRE LE PREMIER MINISTRE SIGNE LA TRAHISON DE LA RUPTURE PROMISE AU PEUPLE

Diagne Fodé Roland

Les anciens premiers ministres défilent suivis d'ex-ministres de l'intérieur, des finances, etc, tous des libéraux néocoloniaux au palais du « président légal ». La dictature du régime présidentieliste institué en 1963 suite au coup d'État de 1962 reprend droit de cité après l'espérance immense née de la résistance du peuple qui a vaincu dans les urnes l'autocratie liberticide et criminelle qui a infligé 80 morts, des tortures et des emprisonnements. Les vies brisées planent sur le ralliement en cours à la bourgeoisie bureaucratique d'État néocolonial chassée de la présidence et de l'Assemblée nationale par le vote du peuple. La montagne de la « révolution » souverainiste panafricaine anti-impérialiste promise a enfanté la souris des ambitions personnalisées dont l'une des racines de classe est la cohabitation économique et sociologique en position subordonnée du féodalisme au capitalisme néocolonial qui est l'essence structurelle même du colonialisme.

Les victoires électorales du camp souverainiste présidentielle du « président légal » imposé par l'exclusion forcée du « président légitime » et législative ont permis le départ des bases militaires françaises, les renégociations en cours des contrats d'exploitation des entreprises impérialistes dans la pêche, les mines, le pétrole, le gaz, la remise en cause des exonérations indues attribuées aux groupes capitalistes et impérialistes, la révélation de la dette cachée et du taux d'un endettement colossal prélude au refus de sa restructuration dictée par le FMI/BM/Agence de notation, la recherche de la diversification des Investissements Directs Étrangers (IDE), une diplomatie sous régionale pour neutraliser les vellétés guerrières de la CEDEAO vassale de la francAfrique, de l'eurafrrique et de l'usafrique contre l'AES, sans oublier les efforts de baisse des prix, etc.

Les contentieux déclarés entre le « président légal » et le « président légitime » portent sur la question des « caisses noires », l'exigence de la reddition des crimes de sang et financiers et la soumission du premier aux impérialistes avec l'épisode honteux du « prix Nobel de la paix » au commerçant cowboy Trump fauteur d'agression contre les

peuples et à leurs valets néocoloniaux de la CEDEAO/UEMOA.

La tendance à réduire la mutation du duo en duel entre le « président légal » et le « président légitime » aux seules ambitions présidentielles de 2029 ne tient pas compte de la profondeur de l'héritage néocolonial de l'État à tous ses échelons et de la nature intrinsèquement coloniale de l'économie nationale extravertie. Il y a une certaine naïveté, voire une duperie qui consiste à ne pas relier ce limogeage au sommet francAfricain du Kenya où le président de l'impérialisme français a réuni ses affidés « francophones et anglophones » ?

L'impérialisme français en butte avec le réveil du souverainisme sénégalais projette que « Le Sénégal : (est) un partenariat stratégique pour l'innovation éducative et agroalimentaire... Le Sénégal, acteur majeur de l'Afrique de l'Ouest, est un partenaire privilégié dans la nouvelle dynamique diplomatique française. Le pays bénéficie d'un potentiel important dans les secteurs du numérique, de l'éducation et de l'agro-industrie, qui sont au cœur des ambitions franco-africaines. Le projet de création d'un campus technologique franco-sénégalais illustre cette vision. Ce campus doit devenir un hub d'innovation, combinant formation en intelligence artificielle, développement durable, et agriculture intelligente. Il vise à former des talents capables de relever les défis locaux tout en intégrant les standards internationaux. Sur le plan agroalimentaire, la coopération s'oriente vers la transformation locale des produits agricoles phares du Sénégal, notamment l'arachide, le riz et les fruits tropicaux. La France s'engage à soutenir les investissements conjoints dans des infrastructures agro-industrielles, favorisant la création de chaînes de valeur régionales compétitives. Enfin, le soutien à l'initiative Dakar Hub éducatif ambitionne de positionner le Sénégal comme une plaque tournante régionale pour la formation professionnelle et technique, dans une logique inclusive et tournée vers la jeunesse » (présenté au sommet du Kenya).

Au Kenya, a été ainsi tendu au « président légal » l'appât d'« accompagner les transitions avec nos financements, notre expertise et notre réseau, c'est vraiment ce qui définit aujourd'hui nos lignes



d'intervention sur le continent » que le Général français Lecointre a explicité ainsi : « Nous avons toujours essayé, nous Français, d'entraîner les Européens dans cette prise de conscience de la nécessité d'agir collectivement en Afrique et en Méditerranée. Je suis absolument désolé de voir l'échec de nos engagements au Sahel »; « notre destin commun, nous européens c'est la méditerranée et l'Afrique, (...) la nécessité d'agir collectivement en Afrique et en méditerranée »; « un continent qui est de plus en plus entrain de s'enfoncer dans la destruction des appareils d'états (...) ».

« L'Europe devra se décider à aller défendre ses intérêts, y compris par les moyens militaires ».



La coïncidence du limogeage avec la libération par grâce royale marocaine et l'accueil présidentiel des supporters emprisonnés n'est pas non plus un hasard parce que l'ex-président autocrate y est exilé et que le Royaume Chérifien joue de plus en plus la fonction de tête de pont pour la reconquête projetée par les impérialistes français, eurafricain et usafricain.

Force est de constater que le « président légal » est en passe de devenir le nouveau « butin de guerre » de la français.

Que peut faire maintenant « le président légal » après ce limogeage. Pour y répondre, il faut constater que les forces politiques libérales néocoloniales agissent dans l'ombre pour diviser pour mieux régner – les entristes du camp souverainiste de la « coalition », les fractions BBY qui ont soutenu le candidat ex-premier ministre, le PDS, Taxaw, sans omettre les libéraux encore tapis dans Pastef et APTE –. Ces forces ont la particularité d'être toutes discréditées et constituent la base politique de l'opération de transfuge du camp souverainiste vers le camp néocolonial libéral.

Derrière ces politiciens discrédités sont tapis l'impérialisme français et ses affidés régionaux de la CEDEAO/UEMOA.

La menace n'est donc pas ces forces politiques que le peuple abhorre. Donc la vraie menace est la division qui émiette et oppose les forces de la transformation souverainiste du pays en raison des ambitions carriéristes, de l'opportunisme et de l'entrisme trotskiste. Voilà pourquoi la clarté exigée est la démission de tous ceux et celles qui ont été nommés par décret présidentiel.

Le constat de l'inanité politique des opposants externes

néocoloniaux libéraux au sein du peuple laisse entrevoir l'hypothèse d'une politique répressive à terme, à l'instar du coup d'état de Senghor contre Mamadou Dia, pour annihiler la popularité du leadership de Pastef et son leader.

Il faut s'y préparer en toute conscience pour resserrer les rangs et bâtir démocratiquement une direction collégiale capable d'y faire face. A cette hypothèse, à ne pas sous-estimer, ajoutons l'extension possible de la guerre de l'OTAN par mercenaires djihadistes-terroristes que l'on voit contre l'AES surtout en cas d'échec des autres stratagèmes déstabilisateurs. La masse d'enfants mendiants de certains Daaras qui devraient être à l'école ou en formation professionnelle est un terreau potentiel pour ce type de provocation hostile contre le souverainisme.

Cette rupture avec l'engagement souverainiste panafricain dans notre pays pose aussi la question du régime politique le plus à même de constituer un antidote au présidentielisme qui garde la marque d'une monarchie à l'image de la personnification et la personnalisation maraboutique confrérique. C'est là une conséquence de la désidéologisation induite par l'hégémonie culturelle du libéralisme que la gauche a cessé de combattre par l'intégration des principaux leaders dans l'État néocolonial. Ce qui est valable en religion ne l'est nullement en politique.

Le régime parlementaire est une réponse idoine nécessaire pas suffisante au présidentielisme autocratique parce que c'est un régime de partis et non du président personnifié. Le chef d'État et le pouvoir exécutif sont issus de la majorité parlementaire adoubee par le vote du peuple auquel conférer la démocratie participative.

Ce limogeage-trahison du camp souverainiste est un recul dans la longue lutte pour libérer notre pays du néocolonialisme. C'est un coup dur à la Pyrrhus qui sera prolongé par des tentatives de neutralisation, y compris par la répression, à laquelle nous devons nous préparer et préparer le peuple pour y faire face victorieusement.

Nous avons perdu la bataille tactique de l'unité, critique, unité mais pas la guerre stratégique de la victoire à venir du camp souverainiste. Le congrès de Pastef doit mettre en rang de bataille les militants et le peuple. Tenons bon, ne pas se décourager, la lutte continue jusqu'à la victoire.

24/05/26

LE SOUVERAINISME DOIT L'EMPORTER SUR LE NEOCOLONIALISME

Diagne Fodé Roland

Certains médias prolongent les stratagèmes en sous

main de l'opposition néocoloniale libérale qui visent à

opposer « le président légal » et « le président légitime ». L'opposition néocoloniale libérale APR/BBY a perdu toute crédibilité au vu du bilan calamiteux de l'endettement colossal qui est passé de 3.000 milliards de francs CFA sous le PDS en 2012 à 23.000 milliards en 2024, des crimes financiers, liberticide et de sang consécutifs à leur servilité atavique au FMI/BM, en un mot à l'impérialisme françafricain, eurafricain et usafricain.

La question du candidat de Pastef en 2029 par le biais de l'existence de deux « coalitions » apparaît comme la fenêtre par laquelle le poison de la division entre le « président légal » Diomaye et le « président légitime » Sonko.

L'entreprise des faux débats ne cessent d'alimenter la menace de division, notamment cette question du « choix du candidat 2024 » qui résulte à la fois de la décision du Conseil Constitutionnel sur les 20 adoubés dont deux à savoir Bassirou Diomaye et Habib Sy. La tactique des multiples candidats pour contourner le blocage du candidat Sonko a été payante parce qu'elle a permis l'élection de celui qui avait été désigné comme « Sonko moy Diomaye ».



Le camp souverainiste a ainsi gagné la présidentielle à plus de 54 % que le peuple a confirmé lors des élections législatives en envoyant 130 députés de Pastef à l'Assemblée Nationale.

Pastef doit prolonger par la victoire aux élections locales et par la nouvelle Constitution refonder les institutions afin de clarifier, voire de nettoyer le pouvoir judiciaire, l'administration et les appareils sécuritaires.

Les contradictions internes au camp souverainiste qui a pris la tête de l'État (présidence et primature) et

pouvoir législatif doivent être traitées à la chinoise comme des « contradictions au sein du peuple » et ne doivent pas nous faire perdre de vue qu'il faut à la fois combattre les partisans déclarés du néocolonialisme et les infiltrés camouflés du néocolonialisme.

Le large front démocratique et populaire auquel nous avons appelé pendant les luttes frontales 2021/2024 contre l'autocratie APR/BBY sous la forme de la « coalition » avait pour but d'isoler le pouvoir néocolonial libéral. C'est ainsi que pour faire face à la répression nous avons accueilli en notre sein sous la forme de la « coalition » des caciques néocoloniaux libéraux qui étaient entrés en contradiction avec l'APR/BBY. Il est donc inacceptable que ces agents patentés des impérialistes deviennent une pomme de discorde entre nous. Nous devons les débusquer pour les neutraliser et remettre au centre le parti Pastef.

Nous devons dépolluer la scène et le débat politique et centrer nos efforts communs sur la prise en charge du projet et du don de soi pour la patrie en tenant compte de la réalité des finances publiques et des pressions impérialistes pour les déjouer. C'est cela le Jub, Jubal, Jubanti.

Nos difficultés résultent du legs néocolonial dont « l'État profond » à décoloniser pour maîtriser la période de « redressement » et de « transition » actuels. Le pouvoir souverainiste a, en deux ans, fait face efficacement à ce legs néocolonial des libéraux, mais la tâche demeure ardue.

L'unité, critique, unité est la méthode par laquelle nous allons surmonter les peaux de bananes que l'ancienne autocratie a semé pour nous faire chuter.

Ouvrons un large débat sur la nouvelle Constitution pour une refondation de la République par le régime parlementaire et la démocratie participative en constitutionnalisant la souveraineté nationale panafricaine.

20/05/26

DIALOGUE NATIONAL ET STRATÉGIE POLITIQUE

Les lectures critiques du politologue révolutionnaire panafricain anti-impérialiste Mamadou Wane Mao

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a annoncé la tenue de consultations dites « directes et resserrées » avec les forces vives de la Nation du 21 au 31 mai 2026.

Présentée comme une nouvelle étape du dialogue national, cette initiative suscite déjà un débat politique important sur sa portée réelle, sa représentativité et surtout sur sa cohérence avec le projet politique de rupture validé par les Sénégalais lors de l'élection présidentielle de 2024.

Pour le politologue Mamadou Wane Mao, le problème n'est pas simplement organisationnel. Il est profondément politique et démocratique.

Selon lui, LE PEUPLE SÉNÉGALAIS A DÉJÀ TRANCHÉ EN 2024 à travers les urnes en validant un projet de transformation porté par Ousmane Sonko et Pastef. Dans cette logique, il considère que : LES GRANDES ORIENTATIONS POLITIQUES DU PAYS NE DEVRAIENT PLUS ÊTRE REMISES EN NÉGOCIATION PERMANENTE; LE SUFFRAGE

UNIVERSEL DOIT RESTER LA SOURCE PRINCIPALE DE LA LÉGITIMITÉ POLITIQUE; LE DIALOGUE NATIONAL NE DOIT PAS SE SUBSTITUER À LA VOLONTÉ POPULAIRE EXPRIMÉE DANS LES URNES.

Pour Mamadou Wane Mao, le risque aujourd'hui est de voir émerger une démocratie de compromis permanent où les lignes politiques deviennent floues et où les responsabilités se diluent.

Il affirme ainsi que : « LES ÉLECTIONS NE SERVENT PAS UNIQUEMENT À CHOISIR DES HOMMES, MAIS À VALIDER UNE ORIENTATION POLITIQUE CLAIRE. ». Selon lui, le scrutin présidentiel de 2024 avait déjà établi : UNE DEMANDE POPULAIRE DE RUPTURE; UNE VOLONTÉ DE TRANSFORMATION PROFONDE DE L'ÉTAT; UN REJET DU SYSTÈME POLITIQUE PRÉCÉDENT; UNE ADHÉSION AU PROJET POLITIQUE INCARNÉ PAR OUSMANE SONKO.

Dans cette perspective, il estime que la multiplication des consultations politiques pourrait : BROUILLER LE MESSAGE POLITIQUE ISSU DES URNES; AFFAIBLIR LA LISIBILITÉ DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE; RENFORCER UNE FORME DE GOUVERNANCE PERSONNALISÉE; CRÉER UNE CONFUSION ENTRE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET ABSENCE DE CAP CLAIR.

Le politologue insiste également sur la question de la représentativité. Pour lui, des rencontres menées par groupes restreints ou par consultations individuelles ne garantissent pas forcément la transparence démocratique attendue dans une République moderne. Il considère même que ce type de dispositif peut nourrir : LA SUSPICION AU SEIN DE L'OPINION PUBLIQUE; LE SENTIMENT D'UNE PRISE DE DÉCISION HORS DES CADRES INSTITUTIONNELS CLASSIQUES; UNE FRAGILISATION DE LA LISIBILITÉ DÉMOCRATIQUE.

Mais la critique de Mamadou Wane Mao va encore plus loin.

Le politologue remet en question l'idée même d'une démocratie fondée sur le consensus permanent.

Selon lui : « DANS UNE DÉMOCRATIE CLASSIQUE, LES PARTIS S'AFFRONTENT LORS D'ÉLECTIONS, LES VAINQUEURS GOUVERNENT ET LES PERDANTS CONSTITUENT L'OPPOSITION. ». Autrement dit, il considère que vouloir constamment dépasser les clivages politiques peut produire des effets pervers : AFFAIBLISSEMENT DE L'ALTERNANCE;

DILUTION DES RESPONSABILITÉS POLITIQUES; EFFACEMENT DES DIFFÉRENCES IDÉOLOGIQUES; CONFUSION ENTRE MAJORITÉ ET OPPOSITION. Selon lui, une démocratie trop centrée sur le compromis permanent peut finir par neutraliser le débat politique lui-même.

Mamadou Wane Mao développe également une lecture stratégique de la situation actuelle. Il estime que le président Bassirou Diomaye Faye chercherait progressivement à construire une base politique autonome en vue de l'élection présidentielle de 2029.

Il affirme ainsi : « LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EST PARTI POUR ÊTRE CANDIDAT EN 2029. ». Selon son analyse, cette dynamique pourrait se traduire par : UNE DISTANCIATION PROGRESSIVE AVEC LE PASTEF ORIGINEL; UNE OUVERTURE VERS D'ANCIENS ACTEURS DU SYSTÈME POLITIQUE; UNE RECOMPOSITION POLITIQUE AU SOMMET DE L'ÉTAT; LA CONSTRUCTION D'UN PÔLE PRÉSIDENTIEL AUTONOME.

Le politologue évoque notamment des rapprochements possibles avec certains anciens responsables issus de Benno Bokk Yakaar ou de l'APR.

Il critique également ce qu'il considère comme une reproduction progressive de certains mécanismes d'hyper-présidentialisme autrefois dénoncés par Pastef. Parmi les éléments pointés : LA CENTRALISATION DES POUVOIRS AUTOUR DE LA PRÉSIDENCE; LA LOGIQUE DE NOMINATION AUX FONCTIONS STRATÉGIQUES; LE RENFORCEMENT DE LA PERSONNALISATION DU POUVOIR; LA DOMINANCE DE L'EXÉCUTIF DANS L'ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE.

Pour Mamadou Wane Mao, le véritable enjeu aujourd'hui est donc la préservation de la cohérence du projet politique de rupture validé en 2024.

Il estime que les tensions actuelles entre la coalition présidentielle et Pastef pourraient : FREINER LA DYNAMIQUE DE TRANSFORMATION ANNONCÉE; CRÉER DES FRACTURES AU SEIN DE LA MAJORITÉ; DÉSTABILISER LA LECTURE POLITIQUE DU POUVOIR; ÉLOIGNER LE PROJET INITIAL DE SES PROMESSES ORIGINELLES.

Enfin, le politologue appelle à une clarification politique afin de préserver : LA LISIBILITÉ DU CHOIX DÉMOCRATIQUE DE 2024; LA COHÉRENCE DU PROJET DE RUPTURE; LA STABILITÉ INSTITUTIONNELLE; LA

CONFIANCE ENTRE LE PEUPLE ET LE PROJET POLITIQUE INITIAL.

Alors que le Sénégal s'apprête à vivre une nouvelle phase du dialogue national, le débat reste ouvert entre : LES PARTISANS D'UNE DÉMOCRATIE

PARTICIPATIVE ÉLARGIE; ET CEUX QUI DÉFENDENT UNE LOGIQUE PLUS CLASSIQUE DE LÉGITIMITÉ ÉLECTORALE ET D'ALTERNANCE POLITIQUE.

GRACE PRESIDENTIELLE : RENE CAPAIN BASSENE ENFIN LIBRE

Diagne Fodé Roland

Des accusations incohérentes, bâclées et jamais prouvées avaient débouché sur une condamnation inique démontée par des investigations journalistiques et citoyennes. La saga judiciaire des tueries de Boffa Bayotte, comme toutes les sagas judiciaires pour empêcher le leader de Pastef d'être candidat en 2024, finit par une grâce présidentielle dont l'aspect humanitaire laisse un goût amer qui ne fait pas honneur à notre justice. Les véritables assassins courent toujours et la vérité reste en suspend comme l'attente inacceptable des redditions des comptes de crime de sang et financiers.

René Capain Bassene va pouvoir, sans entrave nous l'espérons, publier son dernier ouvrage annoncé sur la Casamance. Pour une vraie paix en Casamance, nous répétons ce que nous avons déjà écrits dans nos analyses recherches de solution à la question casamançaise dans l'article intitulé « CRISE CASAMANCAISE : POUR UNE SOLUTION POLITIQUE, DEMOCRATIQUE DANS UNE OPTION PANAFRICAINNE ANTI-IMPERIALISTE » : « le MFDC originel après le congrès de Bamako du RDA est né sur une orientation panafricaine. Notre nouveau pouvoir souverainiste proclame aussi son option panafricaine. Tenant compte du lien historique, démographique, culturel entre les populations de la Casamance, de la Guinée Bissau et de la Gambie, il y a donc là une opportunité pour opérer une démarche vers l'État fédéral africain par cercle concentrique de proximité à laquelle notre État souverainiste peut et doit associer le MFDC. Dans cette optique, nous proposons : - l'annulation de tous les mandats d'arrêts visant les dirigeants politico-militaires du MFDC; - la libération de tous les prisonniers politiques membres ou non du MFDC; - l'enseignement dans nos programmes scolaires de l'histoire résistante anti-colonialiste de la Casamance et de ses héros, notamment l'héroïne Aline Sitowe Diatta; - l'ouverture d'un dialogue participatif démocratique avec le MFDC dans cette optique panafricaine; - ce dialogue avec le MFDC doit être un premier pas suivi du dialogue commun avec la Gambie et la Guinée Bissau et ensuite avec l'AES, étapes dans la longue marche vers l'État Fédéral Démocratique Africain ».

Il est grand temps que notre Etat prenne le taureau d'une solution courageuse, juste et panafricaine à ce douloureux conflit fratricide qui perdure depuis 44 ans.

28/05/26

TIRER LES LEÇONS DES ATTAQUES TERRORISTES

POUR VAINCRE LA GUERRE DE RECOLONISATION DU MALI ET DE L'AES

Diagne Fodé Roland

Les attaques terroristes simultanées des mercenaires séparatistes djihadoterroristes contre les bases militaires de l'armée malienne dans plusieurs localités de ce week-end ont été préparées par les reportages médiatiques des officines informationnelles de l'impérialisme.

Les assassinats ciblés visant les cinq ex-colonels (Sadio Camara décédé, ministre de la défense, Modibo Koné, directeur général de l'agence de la sécurité nationale d'Etat et Oumar Diarra, chef d'Etat-Major Général des Armées,



tous les deux blessés) rappellent les meurtres de Khadafi, Saddam Hussein, Ali Khamenei, Cheikh Yassine, Nasrallah et le kidnapping de Maduro.

Le but de ces méthodes barbares est de démoraliser, de semer la peur et le doute dans le peuple pour obtenir la capitulation des forces anti-impérialistes. L'impérialisme et ses mercenaires terroristes n'ont ni foi, ni morale, ni éthique, ni principes.

Au Mali, ces crimes abjects par des actes de kamikazes certainement drogués avaient pour but aussi de déstabiliser la chaîne de commandement militaire pour se ré-emparer de Kidal.

C'est ce que montre la campagne médiatique des médias impérialistes et néocoloniaux disant que « Kidal est tombé » entre les mains des séparatistes djihadoterroristes du JNIM et des FLA, ces

métastases d'Al Qaïda/Daesh/Al Nostra dont un ministre des affaires étrangères de l'impérialisme français disait qu'ils « font du bon travail en Syrie ».

Avec l'expulsion des bases militaires des pays de l'AES, comment ne pas voir dans ces attaques terroristes des préparatifs de l'objectif qu'un chef d'État major français à fixer comme suit : « Ce qui est notre destin commun à nous Européens, c'est la Méditerranée et l'Afrique, où notre destin se joue... Je pense que cet intérêt commun là devrait, un jour, faire que l'Europe se décidera à agir comme une entité politique et qui ira défendre elle-même ses intérêts, y compris par des moyens militaires » (Général Lecointre).

Il apparaît ainsi que ces attaques de milliers terroristes n'ont pu être possible sans un apport logistique technique de renseignement, des finances et d'armes des impérialistes, mais aussi de complicités internes et d'espaces territoriaux frontaliers (Mauritanie, Algérie ?) pour préparer leurs forfaits.

Difficile de ne pas faire le lien avec le parti pris diplomatique malien pro-Royaume Chérifien abandonnant la position majoritaire en Afrique du droit à l'autodétermination du peuple Sahraouie et des incidents frontaliers avec l'Algérie.

L'Armée et le peuple de la terre africaine du Mali ont repoussé cette agression armée terroriste après avoir expérimenté la duplicité de l'impérialisme qui d'une part déclare « la guerre contre le terrorisme » tout en instrumentalisant les terroristes pour ses objectifs de contrôler les richesses du sol et du sous sol et de recolonisation de l'Afrique.

Le Mali doit rassembler démocratiquement toutes les forces et toutes les nationalités patriotiques souverainistes pour poursuivre l'œuvre d'unité nationale et de transformation systémique panafricaine

dans le cadre de l'AES. Cette tâche doit être aussi à l'œuvre au Burkina et au Niger tout en développant une diplomatie commune bilatérale et multilatérale panafricaine et internationale pour contrer les plans des impérialistes.

Le Mali et l'Algérie qui ont une frontière et partagent des richesses du sous sol en pétrole et gaz doivent trouver, tout comme entre l'US-RDA et le FLN, face aux plans de balkanisation de l'OCRS du colonialisme français dans les années 60, la solution idoine panafricaine démocratique de la question Touareg contre les projet séparatiste de l'Azawad. L'Algérie doit prendre conscience que si le Mali tombe entre les mains des forces bourgeoisies néocoloniales, les impérialistes vont l'utiliser comme base arrière pour s'attaquer à elle tout comme ils l'ont fait en Libye.

L'affrontement en cours dans les pays africains entre les bourgeoisies néocoloniales et les forces souverainistes se déroule dans ce contexte géopolitique du monde unipolaire sous hégémonie impérialiste qui se meurt et d'accouchement douloureux du nouveau monde multipolaire.

Sous des formes diverses, les forces souverainistes panafricaines renversent la table des néo-coloniaux nationaux, régionaux et continentaux.

Ces forces doivent trouver le chemin de l'union comme l'ont entamé les pays qui ont fondé la Confédération de l'AES pour relever le défi de la souveraineté nationale panafricaine sans et contre les forces néocoloniales.

A la CEDEAO et l'UA, les forces souverainistes doivent neutraliser les forces néocoloniales pour organiser la solidarité inter-africaine contre la recolonisation de l'Afrique.

27/04/26

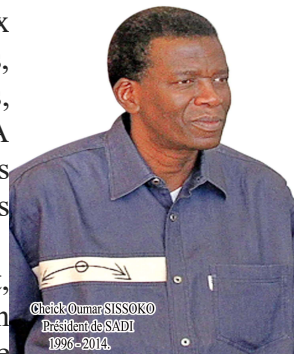
MALI

DECLARATION DE L'ASSOCIATION RADIO LIBRE KAYIRA

Le Président du Comité de Gestion : Cheick Oumar Sissoko

Les récents évènements tragiques survenus dans notre pays suite aux attaques terroristes, complexes, simultanées et coordonnées, perpétrés par le JNIM et le FLA appuyés par leurs sponsors étatiques étrangers, ont plongé notre pays dans une profonde consternation.

Quelques jours auparavant, Monsieur Oumar Mariko, ancien membre du Comité de Gestion de l'Association Radio Libre Kayira qui roule depuis longtemps pour les ennemis du Mali, avait donné le



change en s'affichant spectaculairement avec les terroristes du JNIM, dans une opération de relation publique et de diversion en collaboration avec des médias publics français (notamment France 24 et TV5 Monde), pour enfumer l'opinion nationale et internationale. Dans ce show médiatique, il s'est posé en médiateur ayant réussi à obtenir la libération de deux soldats et deux civils maliens pris en otage par ces bandits armés qu'il a couverts d'éloges et félicités pour leur prétendu désir de dialogue tout en vilipendant nos FAMA et les Autorités de la Transition en place.

Quelques jours plus tard, il est apparu dans une deuxième vidéo, qui sera très probablement authentifiée, dans laquelle : - Il donne au téléphone à des éléments militaires manipulés par lui l'ordre de s'insurger contre leur commandement, de prendre le camp militaire de Gao et de capituler après face aux terroristes du JNIM; - annonce des négociations prochaines avec le FLA séparatiste ;
- et projette de venir prendre le pouvoir à Bamako, de détruire complètement nos FAMA et de propulser ses sbires à la tête d'une nouvelle armée nationale ;
Au regard de ces actes ignominieux posés par Monsieur Oumar Mariko contre les intérêts de notre peuple et de notre pays, ainsi que de ses intentions criminelles envers nos FAMA et le pouvoir de la

Transition, le Président du Comité de Gestion et tous les membres et sympathisants de l'association Radio Libre Kayira :

- Se désolidarisent totalement de ses prises de position et initiatives insensées, illégales et illégitimes, qui ne reflètent nullement l'esprit de l'association radio Libre Kayira qui, depuis sa création (novembre 1991) n'a jamais cessé de contribuer activement au renforcement des valeurs démocratiques et patriotiques en République du Mali; - Condamnent sans réserve ses pratiques de trahison nationale; - Exigent de la Justice malienne une application rigoureuse de la Loi pour punir les actes criminels qu'il a commis.

Bamako, le 11 Mai 2026

DU TUMULTE SUD-AFRICAIN UNE VOIX RESONNE CELLE DE JULIUS MALIEMA, MERCI CAMARADE !

Julius Malema, reçu par facebook

" Un étranger est quelqu'un qui arrive dans un pays sans papier ni autre chose à présenter. Et vous en faites partie. Parce que vous ne possédez rien. Vous vous baladez partout en disant que c'est votre pays. Montrez-moi les documents qui prouvent que vous êtes les propriétaires de ce pays. Vous êtes vous-mêmes des étrangers dans ce pays parce que vous ne possédez rien....Vous habitez dans des chambres d'hôtels que vous louez mais vous ne possédez pas ces hôtels vous êtes des locataires et on peut vous demander de quitter vos logements à tout moment. Vous demandez aux gens de quitter votre pays alors que vous vivez dans les mêmes conditions que ces étrangers. Une fois que vous aurez chassé les Zimbabwéens vous retournerez dans vos appartements vos maisons que vous louez et desquels les Blancs peuvent vous chasser à tout moment. Vous n'avez rien et vous clamez que c'est votre pays. Vous ne faites que défendre les propriétés des Blancs parce que l'Afrique du sud est contrôlée par les Blancs. l'Afrique du sud appartient toujours aux Blancs. Ne venez pas me dire après ça que c'est votre pays.

Vous ne possédez rien arrêtez de haïr vos futurs employeurs. Parce que ces gens sont en train eux de réussir. Ce sont des gens éduqués et instruits qui n'hésitent pas à accepter des emplois et des petits boulots payés une misère. Parce qu'ils savent qu'ils doivent travailler pour nourrir leur famille. Et c'est

pourquoi ils sont ici. Et tout comme à Cuba où Obama était sur le point de lever l'embargo, demain il pourrait bien se produire la même chose ici. Et je prie pour être vivant le jour où cela se produira parce qu'alors je vous repasserai la vidéo du meeting que je fais aujourd'hui et je vous dirai : je vous avais prévenu que vous étiez en train de harceler et d'exploiter ceux qui ont participé à construire ce pays et ont gagné le droit de le partager avec vous.

Quand Mugabe a fait sa réforme agraire, cela vous a profité. Vous êtes allés au Zimbabwe où vous avez trouvé refuge logement et nourriture les Zimbabwéens ne nous ont jamais rejetés. Aujourd'hui c'est à notre tour de rendre la pareille. Mais votre comportement n'a rien à voir avec l'État d'esprit de l'Ubuntu.

Camarades, les Blancs veulent plus que jamais continuer à nous contrôler et ils y parviennent en nous apprenant à nous haïr les uns les autres. Parce que même si un Nigérian venait ici et créait 100000 emplois vous continueriez à haïr et à harceler ce Nigérian. Parce que pour vous quand c'est un Noir qui crée du travail pour vous ce n'est pas du vrai travail. Ce que vous, vous voulez c'est travailler pour les Blancs. Cette culture de la haine de soi est profondément ancrée en vous. Vous manquez de confiance envers l'homme noir parce que vous manquez de confiance en vous-mêmes."

Discours du 30 avril 2026

LA DÉCLARATION DE NAIROBI VU D'EN BAS

(Adopté au panafricanisme Sommet contre l'impérialisme (PASAI), Nairobi, Kenya | Mai 2026 S'organiser. Résister. Avancer. Nous, représentants des partis paysans mouvements, formations de jeunesse, révolutionnaires, des organisations ouvrières, des mouvements de femmes luttes, mouvements pour la

justice environnementale et forces anti - impérialistes à travers l'Afrique et le monde, réunis à Nairobi sous la bannière du panafricanisme Sommet contre l'impérialisme (PASAI), publions ici la Déclaration.

Nous ne parlons pas au nom des gouvernements. Nous ne parlons pas au nom des élites. Nous ne parlons pas au nom des impérialistes et de leurs néocoloniaux collaborateurs. Nous Parlons au nom des opprimés. Nous Parlons au nom des exploités. Nous parlons au nom des masses en difficulté d'Afrique et du monde.

LE SOMMET NÉO-COLONIAL FRANCO-AFRICAIN EST LA RECOLONISATION EN MOUVEMENT

Nous déclarons que cette France-Afrique Sommet est la domination sous le masque du climat, de la diplomatie, des finances, de la réforme et le développement du partenariat impérialiste qui accroît le contrôle sur les terres, la main d'œuvre et les ressources africaines. Énergie verte sans la justice climatique est un colonialisme vert. Investissement sans souveraineté est pillage. Partenariat sans égalité est domination. L'Afrique contribue le moins aux émissions mondiales, pourtant souffre le plus depuis des catastrophes climatiques. Ce n'est pas le destin. C'est l'impérialisme.

L'AFRIQUE NE DOIT PAS ÊTRE UN AVANT-POSTE MILITAIRE. Nous rejetons la militarisation de l'Afrique sous toutes ses formes. Les bases militaires, les occupations, les réseaux de renseignement et les dispositifs de sécurité servent la domination impérialiste. Nous rejetons la transformation du Kenya et du continent africain en bases de départ pour les bases militaires étrangères, rampes de lancement, guerres par procuration et expansion impérialiste. L'Afrique ne sera pas un champ de bataille pour les impérialistes. L'Afrique ne doit pas accueillir sa propre oppression.

NOUS REJETONS LA DETTE, L'AUSTÉRITÉ ET L'AJUSTEMENT ÉCONOMIQUE. Nous dénonçons l'imposition de l'austérité, la privatisation et la restructuration de l'économie par les institutions financières internationales. La dette est une arme. L'austérité est une arme. La pauvreté est appliquée à travers la politique.

Nous sommes solidaires des masses qui se sont soulevées dans la lutte. Honorer les martyrs. Leur sang ne sera pas échangé contre des prêts, ni enterré sous de fausses promesses de développement. LES MASSES FONT L'HISTOIRE. Nous affirmons : Le peuple n'est pas un spectateur. Le peuple n'est pas un observateur. Le peuple est l'artisan de l'histoire. Les ouvriers, les paysans, les jeunes, les femmes et tous les peuples

opprimés constituent la force décisive.

Sans organisation, la résistance est dispersée. Avec l'organisation, la résistance devient pouvoir. Nous nous engageons à construire des mouvements de masse disciplinés, militants et enracinés dans tous les secteurs.

PANAFRICANISME RÉVOLUTIONNAIRE. Nous rejetons le panafricanisme des élites et leurs conférences qui ne servent pas les intérêts et les aspirations des masses. Nous défendons le panafricanisme révolutionnaire. Le panafricanisme des ouvriers et des paysans. Le panafricanisme enraciné dans la lutte et guidé par la science du socialisme. L'unité africaine ne peut pas être réalisée sous l'impérialisme. Il doit l'être, forgée par la lutte contre l'impérialisme.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EST NOTRE FORCE. Nous affirmons notre unité avec la résistance de tous les peuples des pays impérialistes à travers le monde. De la Palestine au Congo, du Soudan à Haïti, de l'Amérique latine à l'Asie nos luttes ne font qu'une. Une atteinte à l'un est une atteinte à tous. Nous nous engageons à renforcer la coordination, à approfondir solidarité et promotion de campagnes communes contre la domination impérialiste.

DÉ LA DÉCLARATION À L'ACTION. Cette déclaration n'est pas symbolique. C'est un engagement dans la lutte. Nous décidons : 1. Renforcer la coordination anti-impérialiste des organisations. 2. Organiser une mobilisation de masse soutenue contre les bases militaires présentes et contrôlées par les impérialistes. 3. Faire progresser les luttes pour la justice climatique ancrée dans le peuple et rejeter les mécanismes de marché basé pour la résolution de la crise. 4. Approfondir politique d'éducation élevant la conscience révolutionnaire parmi les masses. 5. Construire en béton les campagnes pour relier les luttes et les résistances locales à l'anti-impérialisme mondial. 6. Soutenir la libération nationale des mouvements contre l'impérialisme à travers le monde et les luttes de la classe ouvrière contre la classe capitaliste. 7. Résister au néocolonialisme et tous les collaborateurs de classe néocoloniaux qui s'enrichissent eux-mêmes sur la pauvreté de la classe ouvrière et entravent notre lutte pour la souveraineté nationale et la victoire finale sur la domination impérialiste. 8. Continuez à nous opposer aux guerres impérialistes. 9. Construire la solidarité avec des pays affirmant leur souveraineté nationale contre l'impérialisme 10. Rejeter les mesures imposées et les programmes d'ajustement structurel du FMI, de la

Banque mondiale, de l'OMC et du Club de Paris. La souveraineté est notre droit et une demande mondiale. 11. Rejetez toute forme de financement et de monétisation. Politiques qui portent atteinte à la souveraineté nationale et nuire aux intérêts des masses, à l'instar du franc CFA et du dollar américain. NOUS NE NOUS TAIRON PAS. L'ère du silence est finie. L'ère de la résistance CONTRE l'impérialisme est en pleine expansion. Il n'est pas invincible. Le peuple n'est pas impuissant. Quand les

masses s'organisent, quand les masses s'unissent, quand les masses se soulèvent, aucune force ne peut leur résister. Organisez-vous. Résistez. Avancez. Victoire au peuple.

SIGNÉ : Partis et organisations révolutionnaires, Mouvements ouvriers et paysans, Formations pour les jeunes et les femmes Anti- impérialistes du monde.

Nairobi, Kenya Mai 2026

10e CONFÉRENCE INTERNATIONALE ANTI-IMPÉRIALISTE S'EST TENUE AU KENYA EN OPPOSITION AU SOMMET AFRIQUE-FRANCE

Publié par Internationalist 360°, PlatformNews

Le 9 mai, jour de la victoire, s'est tenue à Nairobi, au Kenya, la 10e Conférence internationale anti-impérialiste historique de la Plateforme mondiale anti-impérialiste.

Fondée en octobre 2022 à Paris par des organisations politiques anti-impérialistes et révolutionnaires du monde entier, la Plateforme mondiale anti-impérialiste s'est fixée trois objectifs principaux qu'elle poursuit activement : la lutte anti-impérialiste mondiale, la guerre idéologique et le renforcement du mouvement communiste international. En mai 2026, plus de 130 organisations politiques à travers le monde avaient adhéré à la Plateforme en signant son programme, la Déclaration de Paris.

Depuis son lancement à la Conférence internationale de Paris en octobre 2022, la Plateforme a organisé des conférences internationales anti-impérialistes à Belgrade (décembre 2022), Caracas (mars 2023), Séoul (mai 2023), Athènes (novembre 2023), Washington (juillet 2024), Dakar (octobre 2024), Amsterdam (juin 2025) et Caracas (octobre 2025), tout en organisant des luttes populaires pratiques telles que la Lutte commune mondiale anti-impérialiste.

La Conférence internationale anti-impérialiste qui se tient actuellement à Nairobi, au Kenya, marque la deuxième fois que cet événement a lieu sur le continent africain, après celle qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, en octobre 2024. Alors que la conférence précédente s'était déroulée en Afrique de l'Ouest francophone, la conférence actuelle se tient en Afrique de l'Est anglophone.

Organisée conjointement à Nairobi par la Plateforme mondiale anti-impérialiste et le Parti communiste marxiste du Kenya (CPMK), cette conférence constitue une étape historique, réunissant des organisations révolutionnaires du monde entier pour mener une lutte décisive contre l'oppression et l'exploitation néocoloniales à travers l'Afrique, en

amont du Sommet Afrique-France prévu les 11 et 12 mai.

La Conférence internationale anti-impérialiste a réuni environ 36 partis et organisations politiques du monde entier, notamment d'Afrique, d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie.

Dans un contexte d'intensification des manœuvres militaires impérialistes visant à déclencher une Troisième Guerre mondiale, les participants ont mené des délibérations approfondies. Ils ont procédé à une analyse rigoureuse de la situation actuelle : l'impérialisme américain et les puissances impérialistes européennes, comme la France, durement éprouvées par les peuples africains suite à la révolution sahélienne, se livrent désormais à une lutte néocoloniale acharnée pour le contrôle du Kenya. Ils ont également mené des discussions approfondies sur les stratégies à adopter pour faire progresser la lutte commune anti-impérialiste et antifasciste.

La conférence internationale comportait trois sessions principales.

La première session a débuté par un message de solidarité de l'ambassadeur du Venezuela au Kenya et la projection d'une vidéo par le Parti communiste marxiste du Kenya (CPMK). Ont suivi des interventions sur place de Booker Omole, secrétaire général du CPMK ; Philippe Noudjénoumè de l'Organisation des peuples d'Afrique de l'Ouest (WAPO) ; Gadam Kadzo de Panafricanism Today (PAT) ; Dynamique Unitaire Panafricaine (DUP) ; Vanogodé Dosso de la Ligue Panafricaine Umoja (LP-U) ; du Parti révolutionnaire populaire panafricain (AAPRP) ; et du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC). Ces interventions ont été suivies de présentations vidéo de Paolo Babini du Département international du Parti des comités de soutien à la résistance pour le communisme (CARC, Italie) ; Carlos D. Coloma H. du Parti communiste

d'Équateur ; et Aleksandar Đenić, secrétaire exécutif du Nouveau Parti communiste de Yougoslavie (Serbie). Des déclarations écrites ont également été soumises par Aleksandar Đenić du Nouveau Parti communiste de Yougoslavie ; Initiative orientale ; Aymeric Monville de l'Organisation communiste de France (OCF) ; Jozef Bossuyt, membre du Bureau politique du Parti communiste de Belgique ; Saïd Bakkali, chef des relations internationales du Parti du progrès et du socialisme (Maroc) ; Miguel Alexander De Escobar, représentant du Comité intersyndical de coordination Rafael Aguinada Carranza (CIRAC, Salvador) ; Jorge Gálvez, secrétaire général du Parti des travailleurs du Chili ; et Eduardo Hernández du Parti communiste (Mexique).

La deuxième session s'est ouverte sur des présentations vidéo de Struggle Unity (Turquie) et de Stefan Petrov, membre du Comité international du Mouvement du 23 septembre (Bulgarie). Ont suivi des interventions en présentiel d'Eleonore Koffi, membre du Comité central du Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB-ML) ; de Lea-Sophia Wagner, de l'Organisation communiste (KO, Allemagne) ; de Frédéric Arthur Guerrier, de l'Union pour la reconstruction communiste (URC, France) ; du Parti communiste du Soudan du Sud (SSCP) ; de la Ligue communiste d'Ouganda ; du Mouvement des socialistes panafricains du Zimbabwe ; et du Parti communiste du Bénin. Par ailleurs, Alassane Aboubakar, de l'Organisation des peuples d'Afrique de l'Ouest (WAPO), a prononcé un discours de solidarité

avec le Mali, suivi d'un discours de solidarité du Parti communiste marxiste du Kenya concernant la répression politique dont le parti est victime.

Lors de la troisième session, des présentations vidéo ont été données par Alexander Babakov, premier vice-président d'Une Russie juste et président du comité d'organisation de SOVINTERN ; Dmitri Kouzmine, secrétaire du Parti communiste ouvrier russe (PCOR) à Leningrad ; et Alexeï Albu de Borotba (Ukraine). Des présentations écrites ont été fournies par Klara Azhybekova, première secrétaire du Comité central du Parti communiste du Kirghizistan ; la Plateforme balte ; l'Union des communistes d'Ukraine ; et Miguel Ángel, représentant d'Unión Proletaria (Espagne). Ces présentations ont été suivies de présentations en présentiel par les Anciens résistants antifascistes des Pays-Bas (AFVN) et Dimitrios Patelis, membre fondateur du Groupe de théorie révolutionnaire (Grèce). Enfin, la session s'est conclue par une présentation de Stephen Cho, organisateur de la Plateforme mondiale anti-impérialiste et coordinateur du Forum international coréen.

Lors de la Conférence internationale anti-impérialiste, la déclaration historique de Nairobi (« À bas l'impérialisme et le fascisme ! ») a été proclamée, reflétant la volonté collective de tous les participants.

La conférence internationale s'est conclue sous une ovation debout et chaleureuse. Ensemble, les participants ont entonné avec émotion « The International ».

le 11 mai 2026

DÉCLARATION DU CONTRE-SOMMET DE NAIROBI KENYA

(texte intégral de la déclaration)

À bas l'impérialisme et le fascisme !

Alors que nous nous réunissons à Nairobi, les flammes d'une guerre mondiale attisée par l'impérialisme ravagent l'Asie occidentale. En février 2026, l'impérialisme américain et ses alliés sionistes israéliens ont attaqué l'Iran, transformant un conflit régional en une guerre totale. La guerre en Iran et, plus largement, le conflit en Asie occidentale alimentent les guerres dans d'autres régions, précipitant le monde vers une escalade majeure de la Troisième Guerre mondiale, susceptible d'entraîner des conséquences catastrophiques sans précédent pour l'humanité.

Jusqu'à récemment, les impérialistes privilégiaient l'utilisation des fascistes sionistes comme principaux instruments d'agression au Moyen-Orient, mais ils ont désormais atteint un stade dangereux : celui de l'engagement direct dans une guerre totale. Cette

course guerrière désespérée du capitalisme monopolistique, entreprise pour tenter d'échapper à la pire crise politique et économique de son histoire, ne fait qu'exacerber ses contradictions et précipiter sa chute. Ce n'est pas un hasard si, partout dans le monde, les mouvements de lutte anti-impérialiste et antifasciste se multiplient rapidement.

Les peuples d'Afrique, qui ont longtemps mené des luttes courageuses pour se libérer de l'oppression impérialiste, ont remporté ces dernières années des victoires notables, notamment au Sahel, et progressé avec force vers des sociétés centrées sur l'humain. Chassé humilié du Sahel, le monstre impérialiste erre à travers l'Afrique en quête de nouvelles proies. Le « Sommet Afrique-France (Afrique en avant) » qui se tiendra à Nairobi, au Kenya, en mai 2026 n'est rien d'autre qu'une tentative désespérée d'un impérialisme déclinant pour conserver son emprise sur les

immenses richesses et l'immense force de travail du continent.

Ce sommet, conjugué au projet en cours du « couloir de Lobito », illustre une manœuvre typique et un stratagème impérialiste visant à bloquer l'influence révolutionnaire anti-impérialiste de l'Afrique du Sud – membre fondateur des BRICS – et des régions du Sahel qui émergent de l'autonomie. Cependant, pour les peuples africains qui luttent sous la bannière d'un panafricanisme militant et d'un internationalisme anti-impérialiste, de tels obstacles sont dénués de sens. Le géant du continent se dresse désormais tel une montagne, brisant au passage les chaînes de l'esclavage imposées par l'impérialisme et le fascisme.

L'unité du camp anti-impérialiste et la division du camp impérialiste sont des caractéristiques marquantes de notre époque. La guerre contre l'Iran a accentué cette tendance, observable également au Kenya et sur l'ensemble du continent africain.

Aujourd'hui, les contradictions entre impérialisme américain et impérialisme français au sujet du Kenya s'exacerbent. La lutte anachronique pour l'hégémonie entre l'impérialisme américain – qui cherche à établir de nouvelles bases militaires en Afrique de l'Est dans le cadre de sa « stratégie indo-pacifique » – et l'impérialisme français – qui tente d'instaurer un « néocolonialisme 2.0 » africain après avoir été chassé du Sahel – éveille puissamment la conscience du peuple kenyan, véritable maître de cette terre. Parallèlement, la colère populaire contre le régime fantoche de Nairobi, qui applique des politiques impérialistes sur le terrain, explose comme un volcan.

L'impérialisme et ses laquais locaux tentent d'éluder la crise africaine en trompant les populations par des promesses de réformes. Parallèlement, ils s'emploient activement à écraser toute résistance en réprimant brutalement, avec une violence fasciste, le CPMK, principal parti politique kenyan. Or, l'histoire a démontré que, sous une direction consciente de ses

enjeux de classe, les illusions réformistes peuvent, à terme, dissiper les espoirs du peuple, tandis que la répression fasciste ne fait que le préparer et le renforcer pour la prochaine étape de sa lutte de libération. Le mouvement anti-impérialiste international suit de près le combat héroïque du peuple kenyan et consolide sa solidarité internationale avec son organisation de pointe.

La Plateforme mondiale anti-impérialiste, une solide coalition de plus de 130 organisations politiques anti-impérialistes du monde entier, saisit l'occasion du Sommet Afrique-France – dernier acte d'agression impérialiste contre le continent africain – pour approfondir et développer sa solidarité anti-impérialiste et antifasciste avec le Kenya et les autres peuples d'Afrique.

Comme nous le constatons aujourd'hui, les impérialistes sont incapables de remporter une véritable victoire sur aucun champ de bataille où l'opposition à leur domination est déterminée. Un peuple uni contre l'impérialisme ne sera jamais vaincu. Les travailleurs et les peuples de tous les pays s'unissent de plus en plus contre l'impérialisme. Nous devons apprendre à coordonner nos efforts afin que la Troisième Guerre mondiale devienne un tournant historique qui nous permette d'assurer la chute définitive du système impérialiste sanguinaire.

Bien que les forces impérialistes qui ciblent l'Afrique puissent différer les unes des autres, les peuples africains qui leur résistent sont unis. Le destin du Kenya sera décidé par le peuple kenyan, et celui de l'Afrique par les peuples africains. Au Kenya et à travers l'Afrique, les masses finiront par triompher dans leur juste lutte contre l'impérialisme et le fascisme et pour bâtir une société nouvelle centrée sur le peuple.

Une Afrique, un peuple, un destin ! Travailleurs et peuples du monde, unissez-vous !

À bas le sionisme et le fascisme ! À bas l'impérialisme ! Victoire à la résistance !

QUE CACHE LE FAIT QUE LA FRANCE IMPÉRIALISTE ABROGE LE CODE NOIR ?

Diagne Fodé Roland

Ce 20 mai 2026 cent soixante-dix-huit ans (178 ans) de présence du Code Noir dans le droit français quivient seulement d'être abrogé. Les colonialistes se targuaient d'avoir aboli l'esclavage en 1848 donc 44 ans après que la Révolution haïtienne ait mis fin à ce crime le plus abominable contre l'humanité comme vient de le voter l'Assemblée Générale de l'ONU à

l'initiative du Ghana.

Que dit exactement le Code noir ? Promulgué en mars 1685 sous Louis XIV, rédigé par Colbert alors secrétaire d'État à la Marine, le Code noir est l'acte fondateur du droit esclavagiste et colonial français. Composé de soixante articles, ce texte édifie un cadre juridique qui proclame que les esclaves

comme des "biens meubles" comparables aux animaux, possédés par un maître esclavagiste, soumis à des châtements barbares, ne peuvent posséder quoi que ce soit, y compris leurs progénitures. L'article 44 : « Déclarons les esclaves être meubles ». Les maîtres pouvaient les marquer au fer rouge de la fleur de lys, les acheter et les vendre, les séparer de leurs enfants.

L'esclavage a été aboli une première fois par la Convention nationale le 4 février 1794, rétabli par Napoléon Bonaparte en 1802, puis aboli à nouveau par le décret du 27 avril 1848. Et pourtant, le Code noir, gardé silencieusement dans le droit français, n'avait jamais été abrogé.

Le projet d'abrogation co-signé par 130 députés sans le parti de droite UDR ni le parti fasciste FN/RN a été introduit le 16 septembre 2025 à l'Assemblée nationale pour être enfin voté en commission ce 20 mai 2026 qui lance le parcours législatif qui se poursuivra dans l'hémicycle le jeudi 28 mai avant de franchir l'étape du Sénat.

La proposition de loi abroge formellement les édits royaux, donc le Code noir et prévoit que le gouvernement remette au Parlement un rapport dressant la liste des dispositions issues du droit colonial depuis 1685 jusqu'en 1946 qui analyse leurs conséquences contemporaines en termes de développement économique, social, culturel et environnemental des territoires concernés, ainsi qu'en termes de discriminations et de racisme France. Un amendement en commission précise que ce rapport devra aussi évaluer la place accordée à l'histoire de l'esclavage et de la traite dans les programmes scolaires.

Manifestement, cette abrogation annoncée du Code noir résulte du scandale du chlordécone aux Antilles, du réveil du mouvement indépendantiste en Kanaky, de la négrophobie qui explose dans les médias, de la déshumanisation raciste d'élus noirs sur des plateaux télévisés, donc du racisme d'État interne, auquel il faut ajouter que les expulsions des bases militaires françaises, des volontés populaires en Afrique que pour la souveraineté monétaire « la France doit dégager » et la montée du souverainisme en Afrique contre l'enclos françafricain. Les tares congénitales de la françafrrique se nichent dans le Code noir et sont l'héritage.

C'est donc les résistances anti-racistes, notamment des victimes du racisme d'État en France, des peuples colonisés de la Kanaky aux Antilles et du mouvement souverainiste anti-néocolonial en Afrique qui expliquent les actuelles tentatives de replâtrage de la façade fissurée de la françafrrique. Ils sont contraints à semer l'illusion de restructurer leur domination parce que le rapport des forces changent en faveur des victimes de l'impérialisme renforcé par le déclin des prédateurs impérialistes étasuniens, européens, israéliens.

La preuve en est que pas une contradiction près, l'État français s'est ainsi abstenu en mars 2026 à l'ONU lors du vote d'une résolution qualifiant la traite transatlantique de crime majeur contre l'humanité. Alors ne soyons pas dupes, continuons la lutte pour l'égalité de droit et de dignité entre les humains et les peuples.

21/05/26

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE CUBA **Cuba condamne l'accusation méprisable contre le chef de la révolution Raul Castro**

Le gouvernement révolutionnaire condamne dans les termes les plus énergiques l'accusation méprisable du ministère de la Justice des États-Unis annoncée le 20 mai et proclamée pendant plusieurs semaines contre le général d'armée Raúl Castro Ruz, chef de la révolution cubaine. Le gouvernement des États-Unis manque de légitimité et de compétence pour mener cette action. Il s'agit d'un acte de provocation politique méprisable et infâme, basé sur la manipulation malhonnête de l'incident qui a conduit à l'abattage, en février 1996, de deux appareils exploités par l'organisation terroriste Brothers à la rescousse au-dessus de l'espace aérien cubain, qui ont répété des violations de l'espace aérien cubain pour hostile des



butts étaient de connaissance commune.

De plus, le gouvernement américain déforme d'autres vérités historiques sur l'événement qu'il utilise comme prétexte. Il omet, entre autres, les nombreuses plaintes officielles déposées par Cuba pendant cette période auprès du Département d'État, de la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) concernant plus de 25 violations graves et délibérées de l'espace aérien cubain commises par l'organisation citée entre 1994 et 1996, en violation flagrante du droit international et de la législation américaine elle-même. Il ignore également les avertissements publics et officiels lancés par les autorités cubaines au sujet de l'inadmissibilité de telles violations de son espace

aérien et les messages d'alerte transmis directement au Président des États-Unis sur la gravité et les conséquences possibles de ces transgressions.

La réponse de Cuba à la violation de son espace aérien constitue un acte de légitime défense, protégé par la Charte des Nations Unies, la Convention de Chicago de 1944 relative à l'aviation civile internationale et les principes de la souveraineté aérienne et de la proportionnalité. Les États-Unis, qui ont été victimes de l'utilisation de l'aviation civile à des fins terroristes, n'autorisent pas et ne permettraient pas la violation hostile et provocatrice d'avions étrangers sur leur territoire et agiraient, comme ils l'ont démontré, avec l'emploi de la force.

L'inaction du gouvernement américain face aux avertissements lancés par Cuba à l'époque a révélé sa complicité dans la planification et l'exécution depuis son territoire d'actes violents, illégaux et terroristes contre le gouvernement et le peuple cubains, une pratique récurrente et systématique depuis le triomphe de la révolution à nos jours.

Il est hautement cynique que cette accusation soit portée par le même gouvernement qui a tué près de 200 personnes et détruit 57 vaisseaux dans les eaux internationales des Caraïbes et du Pacifique, loin du

territoire des États-Unis, avec un usage disproportionné de la force militaire, pour des liens présumés aux opérations de trafic de drogue qui n'ont jamais été prouvées, qui sont qualifiées d'exécutions extrajudiciaires, conformément au droit international, et aux meurtres, selon les lois américaines elles-

Cette accusation fautive contre le chef de la révolution cubaine vient s'ajouter aux tentatives désespérées des éléments anti-cubains de construire un récit frauduleux dans un effort de justifier le châtement collectif et impitoyable contre le noble peuple cubain, à travers le renforcement des mesures coercitives unilatérales, dont l'injuste et le génocidaire blocus énergétique et menaces d'agression armée.

Cuba réaffirme son attachement à la paix et sa ferme détermination à exercer le droit inaliénable à la légitime défense, reconnu par la Charte des Nations Unies.

Le peuple cubain réaffirme sa décision inébranlable de défendre la Patrie et sa révolution socialiste et, avec la plus grande force et fermeté, son soutien sans restriction et inaltérable au général d'armée Raúl Castro Ruz, leader de la révolution cubaine.

La patrie ou la mort, nous vaincrons.

La Havane, 20 mai 2026.

BOLIVIE : LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE POUR FAIRE TOMBER LE GOUVERNEMENT GÈNÈRE UNE AUTO-ORGANISATION DE BASE POUR LA CHUTE DU POUVOIR NEOCOLONIAL

reçu sur facebook

Malgré la répression et les tentatives de division du mouvement, le mouvement ne cesse de croître.

Le mouvement de grève générale dure maintenant depuis plus de 15 jours. Après les tentatives du gouvernement de le réprimer par la violence autour du 16 mai, qui a fait quatre morts, mais surtout élargi et radicalisé encore plus la lutte, avec notamment l'arrivée conjointe à La Paz de la marche paysanne et la descente sur la capitale, de foules d'ouvriers de la banlieue ouvrière de 800.000 habitants d'El Alto, le pouvoir de R. Paz a changé de tactique (bien que plusieurs secteurs politiques bourgeois appellent à l'intervention de l'armée et souhaitent décréter l'état de siège) et tente d'une part de diviser le front des luttes.

Pour tenter de diviser, le pouvoir a promis aux transporteurs de les indemniser pour les dommages causés aux moteurs de leurs véhicules par le gasoil frelaté et aux paysans d'abroger la loi 1.720 qui a

dévasté la petite propriété agraire (mais prépare une autre loi similaire). Le ministère du Travail a conclu un « accord » avec la Confédération des enseignants - secteur professionnel où la lutte est la plus avancée et la plus organisée - par lequel il a accordé une prime annuelle de 2.400 pesos boliviens et des promesses de « participation » de ses dirigeants dans la préparation d'une nouvelle loi éducative en échange de la levée des mobilisations et des grèves. Mais le principal syndicat enseignant l'Union Urbaine des Maîtres n'a pas approuvé cet accord et une importante assemblée de l'Union Rurale l'a rejeté avec fermeté. Il s'agit en effet d'une « augmentation » ridicule de moins de 2% par rapport à l'augmentation de 20% que les enseignants - et tous les salariés - revendiquent.

En fait, ces tentatives de division ont plutôt l'effet pour le moment de renforcer la lutte en montrant par ces concessions que le gouvernement est faible et recule.

Alors, pour le moment, le bâton et la carotte ont échoué. Et le mouvement s'amplifie toujours, se radicalise et surtout construit ses propres organes



d'auto-organisation.

Le long d'El Alto, de Senkata, de Ventilla, de Puente Vela, de Puente Bolivie et de différents points de blocage se développent, de multiples assemblées, réunions et des espaces de discussion et décision sur des bases de quartier, d'écoles, d'usines, de communautés paysannes comme autant d'organes populaires pour se battre jusqu'à la victoire, casser le plan d'austérité, virer le gouvernement et organiser l'après effondrement du pouvoir..

Dans un compte rendu du Daily Left de la ville de Cochabamba, il est rapporté que « les blocages sont maintenus en plusieurs points à Huayllani, San Isidro, Aguirre, Colomi. D'autre part, aujourd'hui les OTB (Organisations de base territoriales) de Quillacollo ont décidé de se joindre aux blocages pour éviter que la province de Cercado continue de faire marcher les transports, avec donc plusieurs points de blocus et d'auto-organisation au sein même de cette province de 240.000 habitants avec Cochabamba comme capitale. Il est également important de noter que l'ancienne route vers Santa Cruz est bloquée par des collectifs de blocage dans plusieurs sections les plus grandes de Tiraque, y compris des tronçons inter-provinciaux comme à Vacas. Il est apparu des centaines de points de blocage, qui servent comme autant de points d'auto-organisation, comme on a pu le vivre en France avec les Gilets Jaunes, mais aussi des mobilisations qui sont de plus en plus courageuses et radicalisées, qui cherchent, de manière croissante, à unifier et à coordonner leurs actions de lutte.

Il y a des centaines de formes d'auto-organisations sorties des blocages, mais aussi celles appelées par des directions syndicales de base ou des associations de quartier, qui nourrissent les points de blocus, s'y retrouvent et y discutent de la façon de se défendre, et de quoi construire après la possible chute du gouvernement Paz.

Tous, ils ne se reconnaissent pas dans leurs directions

nationales syndicales ou politiques tièdes - qui les ont trompé dans un mouvement semblable en décembre 2025/janvier 2026 où elles avaient appelé à rentrer chez soi après que le gouvernement avait fait la promesse de répondre à toutes les revendications mais n'avait pas tenu ses promesses - et du coup construisent de nouveaux instruments de lutte à travers les comités de blocus, qui cherchent à se coordonner avec toutes sortes d'autres comités de mobilisation de base qui contribuent à émerger un peu partout.

Symptôme important de cette évolution, dans la ville/banlieue ouvrière d'El Alto sur les hauts de La Paz, qui a souvent joué un rôle central dans les mobilisations ouvrières en Bolivie, commence encore très embryonnairement, mais aussi à son tour, à émerger ce type d'auto-organisation.

Depuis 1952, les mobilisations ouvrières et populaires en Bolivie ont joué un rôle central d'entraînement dans tous les pays d'Amérique latine. Et les mobilisations actuelles en Bolivie ont déjà des échos en Argentine et au Chili, renforçant les mobilisations dans ces pays.

Aussi, craignant cela, le gouvernement de Milei - avec le soutien de Trump - a envoyé deux avions Hercules avec une prétendue « aide humanitaire » pour briser le blocus que les gens mobilisés avec la grève générale sur La Paz ont mené. Et Milei a dirigé une déclaration « humanitaire » et « démocratique », signée par huit pays (Argentine, Chili, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Panama, Paraguay et Pérou), en soutien au gouvernement de la faim et au répresseur de Rodrigo Paz.

Mais, ce faisant, tous les peuples d'Amérique du sud suivant de près et appuyant ces mobilisations boliviennes, Milei va peut-être étendre un peu plus rapidement la mobilisation bolivienne au reste de l'Amérique du sud et de l'Amérique centrale, et peut-être aussi à la mobilisation des latinos des USA, issus de ces pays, déjà pas mal mobilisés contre Trump et qui regardent ce qui se passe en Bolivie.

EXTRAIT SUR LA MENTALITE IMPERIALISTE US

Par Bruno Guigue

Enfin, Trump ne nous aura pas déçus : comme ses prédécesseurs à la Maison-Blanche, il s'est proclamé le héraut de la liberté, il a distribué les châtiments et les récompenses, et il veut faire croire qu'il sauve le monde à chaque déploiement d'une puissance matérielle aussi impressionnante qu'inefficace. C'est un invariant historique : armé de la bonne conscience indéfectible des « born again », l'empire projette sur le monde son manichéisme dévastateur. Les yeux ouverts, il rêve d'un partage définitif entre les bons et les méchants, pilier

inébranlable d'un ethnocentrisme sans complexe. Le droit est forcément de son côté, puisqu'il incarne les valeurs cardinales de la « démocratie » et des « droits de l'homme ». Aucun scrupule ne devant inhiber sa frénésie salvatrice, la civilisation au singulier dont il se dit l'incarnation s'attribue la prérogative expresse de réduire la barbarie par tous les moyens. L'impérialisme est un tribunal à vocation universelle qui inflige les punitions à qui bon lui semble.

Depuis leur fondation, les États-Unis se proclament une « nation exceptionnelle ». Bush ou Obama, Biden

ou Trump, rien n'y fait. Enfoui dans l'inconscient collectif, ce postulat identitaire traverse l'histoire. Comme un témoin qu'on se passe furtivement d'un président à l'autre, il demeure intact, immaculé comme les Tables de la Loi. Car il est bel et bien de l'ordre de la structure, non de la conjoncture. La singularité des États-Unis, c'est qu'ils se croient dépositaires à vie d'un « imperium » planétaire. C'est qu'ils se projettent au-delà des mers, au nom d'une vocation civilisatrice qui révèle surtout la haute idée qu'ils se font d'eux-mêmes. Rien n'est plus hostile à la laïcité bien comprise que l'idéologie dominante des États-Unis d'Amérique.

La nation d'exception drape son appétit de puissance dans les plis de la « liberté », de la « démocratie » et des « droits de l'homme », comme si ces entités abstraites figuraient des divinités qu'elle avait pour mission de servir en pourfendant les méchants. Puisqu'elle est l'incarnation du Bien, le monde n'est-il pas à sa disposition, objet passif de ses élans salvateurs ? Dispensatrice d'une justice immanente taillée à sa mesure, la nation au « destin manifeste » ne fixe aucune limite à son aura bienfaitrice, car elle y voit la conséquence légitime de sa supériorité morale. Sa proximité avec Dieu sanctifiant sa puissance terrestre, elle pourchasse sans répit les forces maléfiques pour les immoler en expiation de leurs crimes.

La conviction de l'élection divine, l'identification au Nouvel Israël et le mythe indéfectible de la « destinée manifeste » déclinent, sur tous les tons, la prétention ahurissante de cette oligarchie capitaliste à se soumettre la planète. Se considérant comme le sel de la terre, les puritains avaient déjà donné le signal de

la conquête des « terres vierges », c'est-à-dire du massacre à grande échelle des Peaux-Rouges assimilés aux Cananéens et aux Amalécites. Si l'on a exterminé les populations indigènes, c'est parce qu'il fallait que l'homme nouveau se trouve seul face à une nature vierge dont la possession était voulue par Dieu. Il y avait 9 millions d'Amérindiens en Amérique du Nord en 1800. Un siècle plus tard, ils n'étaient plus que 300 000. Comme dirait Alexis de Tocqueville, « La démocratie en Amérique » est passée par là, avec ses couvertures empoisonnées et ses mitrailleuses Gatling. Mais ces massacres ne sont pas un tribut payé à l'absurdité des choses humaines : ils sont dans l'ordre des choses, ils correspondent au dessein divin.

Le fléau du Bien

Une autodésignation comme incarnation du Bien qui a contribué à accréditer l'idée, à la fin du XXe siècle, que l'histoire trouvait sa fin avec l'effondrement de l'Union soviétique. Le triomphe des États-Unis réalisait ainsi la forme la plus aboutie de la démocratie libérale, et Francis Fukuyama pouvait prononcer la « fin de l'Histoire » jadis prophétisée par Hegel. Dans une majestueuse apothéose, la victoire des États-Unis donnait corps au sublime idéal de l'économie de marché. Avec le triomphe de la démocratie libérale, la république universelle, enfin, se profilait à l'horizon. Ce paradis démocratique, dispensateur de ses bienfaits à la planète entière, seule « l'Amérique » pouvait l'incarner. Ses exploits accomplissaient le dessein divin, et la providence conduisit alors au triomphe du Bien sous le regard ébloui des peuples reconnaissants. « Lumière des nations », l'Amérique les guidait avec fermeté vers la Terre promise d'un monde réconcilié.

15 mai 2026

GENRE : SYMPTÔME DE LA DEGENERESCENCE CIVILISATIONNELLE OCCIDENTALE

Par Khider Mesloub, reçu par mail

Dans le monde occidental en pleine dégénérescence, une partie croissante des individus, profondément intégrés à l'ordre marchand et privés de toute perspective historique collective, ne cherche plus à transformer le monde mais à se transformer elle-même. Faute d'horizon politique émancipatrice, l'énergie autrefois portée vers les luttes sociales se replie sur l'individu, son corps, son identité, ses désirs immédiats. Le capitalisme sénile pousse ainsi chacun à se vivre comme un projet personnel permanent à remodeler, corriger, réinventer.

Dans ce contexte, le corps devient un terrain d'expérimentation identitaire et de consommation. La morale elle-même cesse d'être pensée comme un cadre collectif structurant pour être réduite à une somme de préférences individuelles fluctuantes.

C'est dans ce contexte de reflux des projets collectifs émancipateurs qu'il faut inscrire **l'offensive des théories identitaires contemporaines, dont la théorie du genre**, où l'identité sexuelle tend de plus en plus à être présentée comme une construction subjective librement modifiable. Les débats autour du changement de sexe, y compris chez les mineurs et les adolescents, cristallisent aujourd'hui ces profondes mutations anthropologiques, culturelles et politiques qui traversent les sociétés occidentales contemporaines.

En effet, dans le monde occidental contemporain, frappé par une crise historique profonde du capitalisme et par l'effondrement de toute perspective collective émancipatrice, une forme « d'aporie civilisationnelle », une mutation anthropologique majeure, semble s'opérer sous nos yeux. Les sociétés occidentales autrefois traversées par de grands conflits sociaux, par des projets révolutionnaires, par des aspirations collectives à transformer l'ordre du monde, paraissent désormais enfermées dans un individualisme sans horizon historique. L'idéal de transformation sociale recule à mesure que progresse l'intégration des individus au système marchand. L'imaginaire politique s'étiolé. La contestation elle-même se trouve progressivement absorbée, recyclée et neutralisée par le capitalisme sénile contemporain.

Dans ce contexte de désagrégation idéologique, l'individu occidental, privé de grandes causes collectives, tend de plus en plus à reporter sur lui-même les aspirations autrefois dirigées vers la transformation du monde social. Ne pouvant – ou ne voulant – remettre en cause les structures économiques, les rapports de domination ou l'organisation générale de la société capitaliste, il se replie sur la seule réalité qu'il croit encore pouvoir maîtriser : son identité personnelle, son apparence, son corps, sa subjectivité intime. Le terrain de la conflictualité se déplace ainsi du champ social vers le champ identitaire et psychologique.

Le corps comme dernier territoire politique

L'individu contemporain, incapable de transformer un système économique devenu à ses yeux aussi écrasant qu'intouchable – ce capitalisme sénile désormais présenté comme un horizon indépassable, voire naturel – retourne progressivement sa volonté de puissance contre lui-même, contre son propre corps, contre son identité intime.

Le repli obsessionnel sur le « moi » constitue ainsi moins un signe de liberté conquise qu'un aveu d'impuissance politique historique. Nous assistons à un déplacement majeur de la conflictualité sociale : le passage de la lutte des classes à la « lutte des identités ». Faute de perspectives révolutionnaires, de projets collectifs cohérents ou d'horizons historiques émancipateurs, l'énergie sociale se fragmente, se privatise et se psychologise. L'ancienne contestation dirigée contre les structures économiques et les rapports de domination se replie désormais sur l'individu lui-même. Le corps devient alors le dernier territoire sur lequel l'individu occidental croit encore pouvoir exercer une souveraineté. Puisqu'il ne peut (veut) plus transformer le corps social, il transforme son corps personnel, métamorphose son apparence, son genre, son identité ou sa subjectivité intime. Le corps cesse d'être une donnée biologique relativement stable pour devenir un projet personnel malléable, un espace d'expérimentation identitaire permanent soumis aux logiques du désir individuel et de l'auto-construction narcissique.

Dans le même mouvement où la société occidentale entreprend de « débiologiser » le sexe, désormais présenté comme une construction subjective et socialement modulable, elle naturalise parallèlement le capitalisme, traité non plus comme un système historique transitoire mais comme un horizon indépassable de l'organisation humaine. Ainsi, tandis que les réalités biologiques sont de plus en plus relativisées, déconstruites ou reconfigurées au nom de la fluidité identitaire, les structures économiques du capitalisme, elles, échappent largement à toute remise en cause fondamentale. Le marché, la concurrence, l'accumulation du profit, l'ordre marchand et les guerres qui les suivent comme leur ombre sont désormais présentés comme des données naturelles, quasi immuables, relevant d'une nécessité objective plutôt que d'un système historique produit par des rapports sociaux déterminés.

Ce paradoxe est révélateur de l'époque : tout devient discutable, transformable, déconstructible, révolutionnable, sauf le capitalisme lui-même. Les identités sexuelles peuvent être redéfinies, les normes anthropologiques remodelées, les repères symboliques dissous, mais l'ordre économique dominant demeure sanctuarisé. Plus la société occidentale proclame la fluidité généralisée des identités, plus elle rigidifie l'ordre marchand qu'elle présente comme l'unique cadre possible de l'existence humaine. En Occident, le sexe devient une construction variable; le capitalisme, lui, devient une seconde nature.

L'individu occidental n'est plus en conflit avec la société qu'il juge répressive mais avec son propre corps, qu'il perçoit désormais comme biologiquement contraignant, voire incompatible avec son identité subjective. Le corps devient alors un objet central de remodelage permanent. Dans une civilisation dominée par le culte de l'individu-roi, chacun est sommé de se concevoir comme une entité à reconstruire continuellement : transformer son apparence, modifier ses comportements, réinventer sa personnalité, redéfinir son identité sexuelle, remodeler son existence comme un produit adaptable aux désirs du moment. Le capitalisme occidental décadent ne se contente plus d'exploiter la force de travail; il colonise désormais

l'intimité même des individus, leurs affects, leurs perceptions, leur rapport au corps et à l'identité.

Le corps comme nouveau marché capitaliste

Pour demeurer fidèle à l'analyse matérialiste de l'histoire, en dernier ressort l'explication de ces transformations demeure, pour nous, profondément économique. Le capitalisme contemporain, arrivé à un stade avancé de saturation marchande, a besoin d'ouvrir sans cesse de nouveaux espaces de valorisation et de nouveaux marchés.

Après avoir colonisé les territoires (colonisation), le temps libre, les loisirs, les désirs (la pornographisation de la société) et l'ensemble de la vie quotidienne, il étend désormais son emprise jusqu'à l'identité elle-même, notamment sexuelle. Sous couvert de libération individuelle et d'émancipation des normes traditionnelles, l'individu occidental contemporain se retrouve de plus en plus dépendant des structures médicales, technologiques et bureaucratiques qui encadrent la transformation de son corps et de son identité : traitements hormonaux, chirurgie, suivi psychologique, dispositifs administratifs, plateformes numériques, industries pharmaceutiques et économie de l'image de soi.

Transformer son identité devient alors un processus impliquant consommation, assistance technique et intégration accrue aux dispositifs marchands contemporains. Pour accompagner cette extension du marché identitaire et biomédical, les États occidentaux intègrent désormais certaines de ces transformations aux dispositifs publics de prise en charge sanitaire et administrative. Les transitions de genre, les traitements hormonaux ou certaines interventions chirurgicales tendent ainsi à être directement financés par les structures médico-psychologiques publiques, notamment la sécurité sociale. Ce qui est présenté comme une conquête de liberté vis-à-vis des contraintes sociales et biologiques tend ainsi à produire une nouvelle forme de dépendance à l'égard du **complexe médico-industriel et pharmaceutique** contemporain. L'individu croit s'émanciper ; il s'insère en réalité toujours davantage dans les réseaux de contrôle, de consommation et de gestion produits par le capitalisme sénile contemporain.

Cette dynamique favorise l'essor de nouvelles doctrines identitaires qui tendent à dissocier toujours davantage les réalités biologiques des constructions subjectives. La théorie du genre s'inscrit dans ce contexte historique précis. Initialement présentée comme un outil critique destiné à analyser les mécanismes sociaux de domination et les rôles sexués imposés, elle tend désormais, dans certaines de ses formes les plus radicales, à promouvoir l'idée que l'identité sexuelle relèverait essentiellement d'une autodétermination individuelle indépendante de toute réalité biologique stable. Le sexe lui-même se voit progressivement redéfini comme une donnée modulable, susceptible d'être réinterprétée, modifiée ou médicalement transformée selon le ressenti subjectif de chacun.

Dans plusieurs pays occidentaux, cette évolution culturelle s'accompagne désormais de politiques publiques, de dispositifs éducatifs et de campagnes médiatiques visant à banaliser les transitions de genre, y compris chez les adolescents et parfois chez les enfants. Toute interrogation critique sur les conséquences psychologiques, médicales ou sociales de ces transformations tend souvent à être disqualifiée moralement, comme si le débat rationnel lui-même devenait interdit. Nous avons affaire à une véritable dictature des doctrines identitaires, notamment la théorie du genre. Cette dictature s'accompagne de la criminalisation des opposants de ces doctrines identitaires. Une partie des classes dirigeantes culturelles et médiatiques occidentales présente ainsi ces mutations anthropologiques comme le signe ultime du progrès, de l'émancipation et de la modernité.

Pourtant, derrière le discours officiel de la libération individuelle, se profile également une société occidentale profondément atomisée, déracinée et désorientée, où l'individu isolé devient plus que jamais dépendant des structures marchandes, médicales, technologiques et bureaucratiques qui encadrent son existence. Plus les solidarités collectives s'effondrent, plus l'individu occidental contemporain se retrouve seul face à lui-même, condamné à chercher dans la transformation permanente de son identité une compensation symbolique au vide politique et existentiel produit par le capitalisme occidental décadent.

Ainsi, tandis que les inégalités sociales explosent, que les guerres se multiplient, que les conditions matérielles d'existence se dégradent et que les oligarchies économiques consolident leur domination à l'échelle mondiale, une partie importante du débat public occidental se trouve déplacée vers des questions exclusivement identitaires et subjectives. Le système peut alors poursuivre tranquillement sa logique de destruction sociale tout en donnant l'illusion d'une société en perpétuelle « libération ». Derrière cette agitation culturelle permanente se cache moins une véritable émancipation humaine qu'un symptôme

supplémentaire de l'épuisement historique d'une civilisation capitaliste occidentale incapable désormais de proposer un projet collectif cohérent à ses propres populations. La « théorie du genre » et les nouvelles doctrines identitaires apparaissent alors non comme les fers de lance d'une émancipation humaine supérieure, mais comme des productions idéologiques caractéristiques d'un capitalisme occidental sénile en quête permanente de nouveaux marchés, de nouvelles fragmentations sociales et de nouveaux modes de neutralisation politique.

Une civilisation matériellement rassasiée et spirituellement épuisée

Ce basculement anthropologique trouve ses racines dans les transformations profondes du monde occidental contemporain. Dans les pays les plus développés, plusieurs décennies d'abondance matérielle relative, de confort technologique et de pacification sociale ont profondément transformé les comportements, les mentalités et jusqu'au rapport des individus à l'existence. Une partie importante des populations, habituée à vivre dans des univers saturés de marchandises, de loisirs, d'assistance technique et de sécurités matérielles, semble avoir progressivement perdu tout rapport tragique au monde, toute conscience aiguë des rapports de force historiques et des nécessités collectives qui structurèrent pourtant l'histoire humaine durant des siècles. L'individu occidental contemporain, constamment bercé par la société de consommation, protégé par un environnement technologiquement assisté et enfermé dans une logique de satisfaction immédiate des désirs, tend ainsi à se replier sur une existence de plus en plus narcissique, fragile et désincarnée. À mesure que disparaissent les grandes expériences collectives – luttes sociales, engagements politiques profonds, solidarités organiques, conscience de classe, sens du sacrifice révolutionnaire ou de l'effort historique – se développe un individu occidental psychologiquement désarmé, hypersensible, obsédé par lui-même et par la gestion permanente de son confort émotionnel.

Cette évolution produit ce que certains critiques de la modernité décrivent comme une forme d'atrophie civilisationnelle. Dans une large partie du monde occidental contemporain, la société matériellement suralimentée mais spirituellement vidée donne désormais l'impression d'avoir perdu toute vitalité historique. L'abondance permanente, loin d'avoir produit des individus plus autonomes et plus puissants, engendre des êtres dépendants, anxieux, infantilisés et incapables d'affronter la moindre contrariété sans assistance psychologique, médicale ou institutionnelle. Le confort lui-même devient alors un facteur d'affaiblissement anthropologique.

Dans le monde occidental contemporain, la valorisation croissante de la vulnérabilité, de l'hyperémotivité et du refus de toute contrainte s'inscrit dans une mutation culturelle plus vaste où les anciennes valeurs de discipline, d'endurance, de dépassement de soi et de résistance collective se trouvent progressivement remplacées par une culture du ressenti, de la fragilité psychologique et de la subjectivité permanente. Certains y voient le symptôme d'une société occidentale sénile et épuisée, incapable de produire autre chose qu'un individualisme hédoniste et une quête incessante de sécurité psychologique. Ce phénomène ne relève pas simplement d'une évolution morale ou culturelle isolée. Il s'inscrit dans la logique même du capitalisme occidental contemporain. Une population absorbée par la consommation, focalisée sur ses préoccupations identitaires, psychologiques ou corporelles, constitue une population largement neutralisée politiquement. Plus les individus se replient sur leur bien-être personnel et leurs micro-préoccupations subjectives, moins ils remettent en cause les structures économiques et les mécanismes de domination qui organisent réellement la société.

Ainsi, derrière l'image triomphante de l'Occident prospère et technologiquement avancé, certains perçoivent une civilisation en voie d'épuisement intérieur : matériellement puissante mais moralement désorientée, saturée de richesses mais privée d'élan fédérateur historique, peuplée d'individus toujours plus assistés, fragilisés et détachés des réalités collectives fondamentales. Sous les apparences de l'émancipation individuelle se profile ainsi une société occidentale toujours plus atomisée, peuplée d'individus isolés, fragilisés et dépendants du marché.

Le triomphe de l'individu-roi

Dans ces sociétés occidentales décadentes, leur petite personne est devenue le véritable centre de leur univers. En Occident, les grandes appartenances collectives se dissolvent progressivement – conscience de classe, solidarité populaire, engagement politique, destin historique commun –, l'individu contemporain tend à se vivre comme l'unique horizon de sens légitime. Tout converge désormais vers lui-même : ses émotions, ses désirs, ses frustrations, ses traumatismes, son identité, son image, son bien-être

psychologique. Le monde extérieur n'est plus perçu comme une réalité à transformer collectivement, mais comme un simple décor destiné à satisfaire ses attentes subjectives.

Cette hypertrophie du moi constitue l'un des traits majeurs des sociétés occidentales contemporaines. L'individu n'est plus invité à se dépasser au service d'un projet collectif, d'une cause commune ou d'un idéal historique; il est encouragé à se contempler sans cesse, à analyser ses ressentis, à revendiquer ses particularités, à transformer son existence intime en projet permanent d'auto-construction narcissique. Le culte du « moi » devient ainsi la forme psychologique correspondant parfaitement à une civilisation marchande fondée sur l'atomisation sociale et la concurrence généralisée entre individus isolés.

Les réseaux sociaux amplifient encore cette logique. Chacun devient à la fois consommateur et produit, spectateur et metteur en scène de sa propre existence. L'individu occidental contemporain passe son temps à exhiber son image, mettre en scène ses émotions, raconter ses états d'âme, surveiller la reconnaissance virtuelle accordée à sa personne. La frontière entre vie intime et représentation publique s'efface progressivement. L'existence elle-même devient spectacle permanent.

Dans un tel univers mental, les grandes questions historiques – exploitation économique, guerres impérialistes, destruction sociale, domination oligarchique, effondrement culturel ou écologique – tendent à passer au second plan derrière les préoccupations individuelles immédiates. Le narcissisme contemporain agit ainsi comme un puissant facteur de dépolitisation. Plus les individus sont absorbés par leur propre personne, moins ils développent une conscience globale des mécanismes sociaux qui déterminent pourtant leurs conditions d'existence.

Le capitalisme contemporain trouve d'ailleurs dans cet individualisme radical un terrain idéal. Un individu centré exclusivement sur lui-même, sur sa réussite personnelle, son identité particulière ou son confort émotionnel devient plus facilement manipulable, plus dépendant des dispositifs marchands et plus étranger à toute dynamique collective de transformation sociale. L'obsession du « moi » fonctionne alors comme l'une des formes les plus achevées de neutralisation politique moderne.

Ainsi se dessine une civilisation paradoxale : jamais l'individu occidental n'a autant parlé de liberté, d'autonomie et d'émancipation personnelle; pourtant, jamais il n'a peut-être été aussi isolé, aussi dépendant psychologiquement et aussi éloigné des grandes réalités collectives qui façonnent le devenir historique des sociétés humaines.

L'Occident face au vide historique

À force de vivre dans des sociétés protégées de toute épreuve historique majeure, saturées de confort matériel, de loisirs et de consommation, une partie des populations occidentales a fini par perdre jusqu'au sens élémentaire de la dureté du réel. Les générations qui avaient connu la guerre, les privations ou les grandes crises collectives possédaient souvent une endurance morale, une discipline et une conscience du destin commun que les sociétés contemporaines semblent avoir largement dissipées dans l'individualisme hédoniste et le narcissisme consumériste. Non que la guerre ou la misère soient souhaitables – elles demeurent des tragédies humaines – mais les civilisations entièrement vouées au confort, à l'exemple de l'Occident, finissent par s'affaiblir intérieurement, incapables de produire autre chose qu'un individu fragile, assisté et psychologiquement désarmé face aux secousses de l'histoire.

Ce ne sont évidemment ni la guerre ni la misère qu'il faut souhaiter, mais force est de constater qu'une partie du monde occidental contemporain, durablement installée dans le confort matériel et la satisfaction consumériste, tend progressivement à perdre sa vigueur morale, sa conscience historique et jusqu'à sa capacité à affronter les épreuves du réel.

le 24 Mai 2026

AU LIBAN CONTRE L'AGRESSION SIONISTE : LA RÉSISTANCE MILITAIRE ET CULTURELLE

reçu par mail

« Nous ne ferons aucun compromis. Nous résisterons » George Ibrahim Abdallah, ex-plus vieux prisonnier politique en France : Le Front intellectuel et culturel du Liban se mobilise pour la résistance nationale.

Abdallah a prononcé un discours devant la foule rassemblée, avertissant que la région est sous le coup d'une « attaque impérialiste sioniste » et qu'aucun pays de la région n'est à l'abri de la destruction par Israël : « Ce qui s'est passé en Syrie se produira ailleurs et nous attend tous ». « Le Liban possède tous les atouts pour une résistance inébranlable; ses fedayins font preuve d'une volonté de fer et d'une compréhension profonde des

conditions nécessaires à une résistance victorieuse. Il est grand temps que nos partis atteignent ce niveau », a déclaré Abdallah aux manifestants rassemblés. « Que tous comprennent bien l'enjeu fondamental : si l'Iran est vaincu aujourd'hui, l'histoire nous emportera tous. Nous devons rester debout et nous tourner vers l'avenir : une défaite totale pour toutes les puissances impérialistes de notre monde. C'est seulement après cela que nous pourrons bâtir un monde nouveau. »

Les organisateurs condamnent également l'approche du gouvernement face à l'agression israélienne et son traitement de la résistance, citant notamment la décision officielle instituant le monopole d'État sur les armes en août de l'année dernière, la décision criminalisant les activités militaires du Hezbollah du 2 mars et l'incapacité de l'État à défendre les habitants des zones ciblées qu'il prétend être sous sa souveraineté.

Ils soulignent que cela a « légitimé l'agression israélienne comme une forme de contre-insurrection et facilité la punition collective de la communauté soutenant la résistance, dans le but de la forcer à abandonner la résistance ». Ils condamnent également le gouvernement pour avoir délibérément dissipé la souveraineté libanaise à travers ses positions officielles sur l'agression israélienne et sur la résistance, présentant perversément cette dernière comme un adversaire.

Les organisateurs affirment que la véritable souveraineté s'acquiert par l'expérience vécue, par la résistance et le sacrifice, plutôt que par la reconnaissance internationale ou les formalités juridiques : « La confrontation actuelle de la résistance avec l'agression réaffirme le concept de souveraineté comme lien organique entre le peuple et la terre, fondé sur la continuité historique et la mémoire collective, constamment produit et reproduit par la lutte et le sacrifice ». « Intégration entre l'armée et le peuple qui défend sa patrie » : « La cohésion et la solidarité du peuple face à l'agression extérieure, la coordination et l'intégration entre l'État et la résistance à ce stade, et l'utilisation par l'État de toutes ses ressources pour parvenir à un accord de cessez-le-feu, libérer le territoire, prévenir les attaques, obtenir la libération des prisonniers et préserver la souveraineté ». « Accueillir et soutenir les personnes déplacées » car il s'agit d'un « devoir national qui incombe en premier lieu à l'État, puis à l'ensemble de la société, en particulier à ses forces politiques et civiles, y compris les institutions civiles, éducatives et religieuses, de manière à garantir la dignité des personnes déplacées et à alléger le fardeau matériel et moral du déplacement ». « La gravité du projet sioniste contre le Liban dans sa phase actuelle exige que toutes les forces de libération – individus, élites et groupes – s'organisent dans le cadre d'une résistance globale. Cette résistance doit se manifester dans tous les aspects de la vie quotidienne et occuper l'espace public, compte tenu notamment de la mainmise coloniale sur les médias traditionnels au Liban et dans la région. La lutte politique et populaire est un devoir nécessaire, urgent et pressant ». Ces attaques israéliennes contre le Liban, menées depuis le 2 mars, ont fait plus de 1268, plus de 3 750 blessés et plus d'un million de déplacés. Ces derniers jours, les forces d'occupation israéliennes ont également tenté de progresser davantage en territoire sud-libanais, mais les résistants leur opposent une résistance acharnée.

ON NE T'OUBLIE PAS CHER CAMARADE
NOUS CONTINUONS LA LUTTE DE CLASSE ET DE LIBÉRATION



HOMMAGE à ASSANE SAMB
AUTEUR DE LA LETTRE OUVERTE-1979
et de Ferñent/l'Étincelle- mai 1983
Fondateur de Vive le Marxisme-Léninisme!